

> INVESTISSEMENTS DANS LA « PETITE » AGRICULTURE FAMILIALE

Vers un New Deal

Pierre-Marie BOSC

Alors que les investissements dans l'agriculture diminuent depuis les années 1980, des politiques publiques sont nécessaires pour que les « petits » agriculteurs familiaux puissent investir dans leurs exploitations. Objectif prioritaire : créer un environnement favorable et sécurisé qui leur permette de dégager les ressources nécessaires, financières et aussi en temps. Relevant de plusieurs secteurs, ces politiques doivent être intégrées.

C'est à cette condition que les petits agriculteurs familiaux pourront contribuer, à la hauteur de leurs potentialités, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et des inégalités et au développement territorial.

En 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale a donné lieu à de nombreuses manifestations, qui ont attiré l'attention sur cette forme d'organisation de l'agriculture, qui compte 88 % des exploitations du monde selon la FAO, très loin devant les firmes et les entreprises.

Au sein de cette catégorie, les petites exploitations (*smallholders* dans le langage anglo-saxon) familiales de moins de 2 hectares représentent près de 85 % du nombre des exploitations ; elles comptent pour environ 40 % des actifs mondiaux. De ce fait et en raison de la connaissance des milieux, parfois très difficiles, qu'elles mettent en valeur, elles ont un fort potentiel en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et des inégalités, et de développement territorial. Sous réserve de bénéficier d'investissements, qu'ils soient publics, privés ou collectifs, et d'être soutenues par des politiques publiques.

Or, depuis la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel dans les années 1980, les investissements publics dans et pour l'agriculture ont

considérablement diminué : disparition des banques agricoles et des services de vulgarisation ; réduction de la recherche agricole ; dégradation des infrastructures de transport. Et les autres acteurs, notamment privés, n'ont pas pris le relais.

Pour relancer les investissements, des politiques publiques coordonnées sont nécessaires, comme l'a mis en évidence le rapport « Investing in smallholder agriculture for food security », produit par le panel d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2013 (lire encadré p. 4).

Le rapport souligne le paradoxe suivant : les petits agriculteurs sont les premiers à investir dans leur exploitation, individuellement ou collectivement *via* des organisations, mais ils sont les plus défavorisés en termes d'accès aux dispositifs publics favorisant l'investissement. Le défi est donc d'identifier les politiques permettant de libérer leur capacité d'initiative, capacité qui dépend de l'environnement économique et institutionnel. Comment faire ? L'entrée par le caractère familial ouvre des pistes de réflexion et d'action.

Améliorer les conditions d'existence

Les agriculteurs familiaux effectuent l'essentiel de leurs investissements *via* leur travail, leurs investissements monétaires étant limités et aléatoires en raison du manque de ressources et de la priorité accordée aux besoins de la famille. Utilisant, exclusivement ou essentiellement, la force de travail de la famille, leurs principaux capitaux sont le capital humain et le capital social. Le capital humain, le travail – en quantité (taille de la famille, âge, sexe) et aussi en qualité (santé, niveau de formation) – est souvent investi pour améliorer les terres afin d'en accroître la productivité : terrasses en courbes de niveau et rizières de montagne en Asie et à Madagascar ; creusement de bassins de pisciculture ; agroforesterie... Quant au capital social, il se forge à partir des relations de parenté ou de proximité, dans le cadre d'organisations formelles et informelles créées pour répondre à des besoins dépassant les capacités des exploitations. Sa construction et son entretien reposent sur des investissements en temps et sont contraints par la précarité des conditions de vie.

L'investissement des agriculteurs dans leurs exploitations et dans leurs organisations est favorisé par des investissements publics répondant aux besoins locaux. Les politiques doivent donc viser en priorité à renforcer la qualité et la disponibilité du capital humain et du capital social, en réduisant le poids des dépenses pesant sur le budget des familles et le temps consacré à certaines fonctions domestiques : accès à l'eau potable et à l'énergie (collecte du bois de chauffe ou de cuisine) ; assainissement ; soins de santé ; éducation... Autant de domaines d'investissements publics, de dépenses en biens publics, qui peuvent être considérés comme des soutiens à la capacité d'investissement privé et collectif des familles, soutiens d'autant plus cruciaux que les revenus monétaires sont faibles. En particulier, la pénibilité du travail agricole invite à fournir des réponses adaptées aux besoins des petites exploitations, sans nécessairement encourager l'agrandissement.

Ainsi, Sewa (Self Employed Women's Association) en Inde crée des groupes formels d'entraide (*self-help groups*) combinant soutiens aux activités individuelles productives et appui à la résolution collective des contraintes dans la sphère domestique. Cette organisation, qui relève d'initiatives locales, est structurée à différentes échelles dans les États de la Fédération indienne et bénéficie de nombreux programmes publics.

> L'investissement public favorise l'investissement individuel et collectif.

> Agir sur la qualité et la disponibilité du travail, réduire la pénibilité.

> Sécuriser les économies précaires pour améliorer l'alimentation et approvisionner les marchés locaux.

Intervenir sur l'autoproduction...

Le caractère familial permet aussi de mettre l'accent sur la composante non marchande des systèmes productifs pour l'alimentation de la famille et pour les échanges fondés sur la réciprocité. Le recours aux marchés de produits agricoles et alimentaires reste certes stratégique dans des économies monétarisées dans leur majorité. Toutefois, la capacité à développer et améliorer les productions à destination de la famille ne peut pas être négligée, notamment dans un contexte de volatilité des prix des denrées alimentaires (à la vente comme à l'achat en période de soudure), sensible surtout sur les marchés nationaux. En effet, les productions non marchandes sont stratégiques pour stabiliser l'économie des familles agricoles et rurales et renforcer les liens sociaux, donc la résilience. Non seulement l'autoproduction de tout ou partie de la consommation familiale réduit la dépendance aux marchés et améliore la qualité de la diète, mais elle sécurise les stratégies d'insertion marchande. Réduire ces productions à des attitudes passéistes voire arriérées revient à se priver d'options de politiques pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les filets de sécurité économiques et sociaux.

Des expériences comme le programme public ProHuerta en Argentine montrent qu'il est possible de soutenir l'autoproduction des agriculteurs et de promouvoir le développement de jardins familiaux dans les villes. Sécuriser des économies domestiques précaires permet d'une part d'accroître la production et donc d'améliorer l'alimentation de la famille, en quantité et en qualité, et d'autre part d'approvisionner les marchés locaux avec les surplus éventuels. Et, en limitant la dépense monétaire pour la consommation alimentaire, la famille dégage des ressources pour investir soit dans des activités nouvelles soit pour améliorer ses conditions d'existence et de production.

... et sur les marchés

Pour les agricultures familiales, souvent en situation de précarité, les productions marchandes et la connexion aux marchés peuvent être une voie de sortie de la pauvreté, sous réserve d'accroître la part de valeur ajoutée qui reste sur l'exploitation. Les investissements dans la production seront d'autant mieux valorisés qu'ils seront complétés par des investissements dans la transformation ou la conservation. La valeur ajoutée sera ainsi accrue, et des emplois familiaux mieux rémunérés seront créés.

> **Capter et redistribuer la valeur ajoutée pour mieux rémunérer le travail familial.**

De tels investissements sont d'autant plus attractifs qu'ils reposent sur des marchés fonctionnant de manière efficiente. Cela suppose de mobiliser l'investissement public et l'investissement collectif, avec un triple objectif. Le premier objectif est d'améliorer le fonctionnement des marchés (équipements et infrastructures de marchés), en aménageant les conditions sanitaires d'accueil des commerçants et des produits : eau potable, chaîne de froid, assainissement. Le deuxième objectif est d'augmenter l'efficacité des opérateurs (collecteurs, semi-grossistes, détaillants...), en réduisant leurs coûts de fonctionnement. Le troisième est de limiter les risques économiques et financiers liés aux fluctuations des prix, en instaurant des mécanismes d'information des producteurs, des commerçants et des consommateurs sur les prix des marchés. Cela passe également par l'élaboration de règles et de réglementations, par le renforcement des capacités collectives pour appliquer les règles, et par la consolidation des organisations de mise en marché (coopératives ou groupements de producteurs). Le travail familial peut ainsi être mieux rémunéré, ce qui incite les exploitants à investir.

> **Augmenter la résilience avec des activités non agricoles.**

L'exemple des Cafeteros de Colombie montre le rôle que peut jouer l'action collective dans la maîtrise des conditions de production et de mise en marché. Cette organisation, qui regroupe les producteurs de café du pays, dont 95 % disposent de moins de 5 hectares de plantation, a réussi à capter et à redistribuer la valeur ajoutée soit directement *via* les prix, soit indirectement en améliorant les services publics dans les territoires ruraux (routes, écoles, infrastructures collectives...). Autre exemple, la modernisation du secteur laitier au Kenya combine développement des organisations de producteurs (coopératives) et réforme du fonctionnement du marché du lait.

> **Rompre avec les politiques passées.**

Une autre caractéristique des agricultures familiales du monde est la prédominance de la pluriactivité, que celle-ci concerne le chef d'exploitation, le ménage agricole ou encore le groupe familial. Il est donc important d'accorder une attention particulière au développement d'activités et d'emplois non agricoles sur les territoires ruraux. Loin de s'opposer aux dynamiques agricoles, ces activités génèrent des revenus qui stabilisent la main d'œuvre de la famille, diversifient les risques et augmentent la résilience, ce qui peut améliorer la capacité d'investissement dans l'agriculture.

Reste aux systèmes de recherche et aux dispositifs d'appui à appréhender la complexité des stratégies des ruraux qui se déploient dans plu-

sieurs secteurs, et pas dans le seul secteur agricole. Regarder au-delà de l'agriculture permet parfois de mieux comprendre et d'intervenir pour améliorer les systèmes agricoles.

Intégrer politiques sectorielles et échelles

Promouvoir l'investissement dans l'agriculture familiale suppose donc de mobiliser d'autres échelles que l'exploitation agricole et d'autres acteurs que les agriculteurs. Cela implique de sortir d'une vision exclusivement agricole du monde rural et de coordonner les politiques à l'échelle internationale, nationale et territoriale, en tenant compte des potentialités de chaque territoire.

En effet, poursuivant des objectifs multiples – protection sociale, développement territorial, protection de l'environnement, gestion des ressources naturelles, production agricole... –, ces politiques restent segmentées. De plus, elles sont marquées par des logiques sectorielles qui résultent de découpages institutionnels. Elles ne permettent pas d'appréhender l'exploitation familiale dans sa globalité et sa multifonctionnalité, notamment la pluriactivité de ses membres.

Intégrer les politiques sectorielles et les échelles permettra de créer des synergies comme l'illustre l'exemple de la Révolution blanche en Inde. Les aides internationales (surplus laitiers de l'Union européenne des années 1970-80, prêts de la Banque mondiale) et les investissements publics nationaux (National Dairy Development Board) ont favorisé l'investissement privé et collectif dans les territoires de la Fédération *via* le système coopératif. Avec des cheptels familiaux de quelques têtes, le plus souvent inférieurs à la dizaine, l'Inde est ainsi devenue le premier producteur de lait au monde, devant les États-Unis.

Une telle intégration suppose que les décideurs affirment explicitement leur volonté politique en faveur de la petite agriculture familiale et qu'ils rompent avec les politiques passées. Cette volonté pour un New Deal en faveur de la petite agriculture n'existe pas encore, notamment en Afrique. En effet, les décideurs suivent le discours moderniste dominant, qui privilégie l'accroissement des superficies, la spécialisation extrême et l'orientation marchande exclusive comme moteurs du progrès en agriculture. À l'image de la transformation structurelle de l'agriculture dans les pays de l'OCDE. Or il est maintenant admis que cette modernisation n'est ni reproductible ni même souhaitable, en raison des atteintes à l'environnement, de la concentration des exploita-

Quelques mots sur...

Pierre-Marie BOSC
est agro-économiste au sein de l'UMR Moisa (Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs, <http://umr-moisa.cirad.fr/>).

Depuis les années 1990, ses travaux de recherche portent sur les processus d'innovation, les organisations paysannes et rurales et les transformations des agricultures familiales face aux agricultures de firme. Il est ainsi à l'origine du World Agriculture Watch (Observatoire des agricultures du monde).

pierre-marie.bosc@cirad.fr

tions et de la croissance des inégalités qu'elle a générées ; d'autant qu'elle ne permettrait pas de relever le défi de l'emploi des jeunes auquel l'agriculture africaine est confrontée.

Pourtant, les décideurs peinent à concevoir une agriculture reposant sur de petites exploitations familiales. Ils ignorent ses capacités, pourtant à l'origine de succès agricoles sur les marchés d'exportation comme sur les marchés intérieurs, et ne prennent pas en considération le caractère massif du nombre de petites exploitations familiales et l'importance stratégique de leurs productions marchandes et non marchandes.

Un changement d'optique est donc nécessaire pour rompre avec les politiques passées, qui ont favorisé la croissance et la concentration des structures productives au détriment de la diversité, de l'emploi agricole rural, de la réduction des inégalités, de la répartition des activités de

transformation agroalimentaire sur les territoires. Pour ce faire, les décideurs doivent considérer que l'investissement dans les biens publics (eau potable, électricité, santé, assainissement, éducation...), incluant notamment la protection sociale ainsi que le développement des productions pour la consommation domestique, favorise la sécurité alimentaire et sécurise l'insertion dans les marchés en réduisant les risques. En contribuant à desserrer les contraintes sur les budgets familiaux, ces investissements rendent possibles les investissements, individuels et collectifs.

La petite agriculture familiale se situe au cœur du défi que constitue la fabrication de nouveaux modèles agricoles diversifiés et durables, qu'il est nécessaire de repositionner dans des territoires à co-construire avec d'autres activités. Un enjeu économique et social tant pour les politiques publiques que pour la recherche. <

Ce *Perspective* est une lecture du rapport « Investing in smallholder agriculture for food security » (Investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire), du Panel d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. L'équipe qui a préparé le rapport était constituée de Julio Berdegué, Mamadou Goïta, Jan Douwe van der Ploeg, Kae Sekine, Linxiu Zhang, outre Pierre-Marie Bosc, son coordonnateur. Le rapport a été discuté lors de la 40^e session du Comité à la FAO, en octobre 2013.

HLPE, 2013. « Investing in smallholder agriculture for food security ». Report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Rome, CFS-HLPE, 112 p. <http://www.fao.org/3/a-i2953e.pdf>

D'autres publications de l'auteur et de ses collègues de l'équipe Agricultures familiales apportent un éclairage sur la question traitée :

Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J. & Sourisseau J.-M., 2014. *Les agricultures familiales du monde : définitions, contributions et politiques publiques*. Paris, AFD, À savoir, AFD, 195 p.

Bosc P.-M., Marzin J., Bélières J.-F., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Losch B., Pedelahore P. & Parrot L., 2014. Définir, caractériser et mesurer les agricultures familiales. In Sourisseau J.-M. (éd.). *Agricultures familiales et mondes à venir*. Versailles, Ed. Quae, p. 43-60.

Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasse-lin P., Valette É., Bélières J.-F. (coord.), 2015. *Diversité des agricultures familiales de par le monde. Exister, se transformer, devenir*. Collection Nature et société, Éditions Quae, 384 p.



LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

42, rue Scheffer
75116 Paris . France

perspective

Directeur de la publication :
Patrick Caron, directeur général
délégué à la recherche
et à la stratégie

Coordination : Corinne Cohen,
délégation à l'information
scientifique et technique

Conception graphique/réalisation :
Patricia Doucet,
délégation à la communication
Diffusion : Christiane Jacquet,
délégation à la communication
Courriel : perspective@cirad.fr

[www.cirad.fr/publications-ressources/
edition/perspective-policy-brief](http://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/perspective-policy-brief)

EN SAVOIR PLUS

Berdegué J. A., Bebbington A. and Escobal J., 2015. Conceptualizing Spatial Diversity in Latin American Rural Development: Structures, Institutions, and Coalitions. World Development, forthcoming.

HLPE, 2012. La protection sociale pour la sécurité alimentaire. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome, CSA / HLPE, 102 p.

de Janvry A. & Sadoulet E., 2011. Subsistence farming as a safety net for food-price shocks. *Development in Practice*, 21 (4-5): 472-480. doi:<http://dx.doi.org/10.1080/09614524.2011.561292>

Kurien V., 2007. India's Milk Revolution. Investing in Rural Producer Organizations. In *Ending Poverty in South Asia.*

Ideas That Work. Narayan, D. & Glinskaya, E. Ed., Washington D.C., World Bank, p. 37-67.

Losch B., 2012. Prévention des crises en Afrique subsaharienne. Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre. *Perspective* n° 19. Cirad. 4 p. <http://www.cirad.fr/publications-ressources/science-pour-tous/%28page%29/3/%28type%29/perspective-policy-brief>

Ploeg J. D. v. d., 2014. Les paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui. Editions Charles Léopold Mayer, 217 p.

Sekine K. & Hisano S., 2009. Agribusiness Involvement in Local Agriculture as a 'White Knight'? A Case Study of Dole Japan's Fresh Vegetable Business. *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 16 (2): 70-89.